

L'Union européenne, colosse aux pieds d'argile

L'intérêt commun continue à être en butte aux intérêts de chaque état, le principe de dispersion l'emporte sur l'unité autour d'une idée forte



© Freepik

L'Union européenne est contente d'elle-même. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, l'a dit avec ses mots devant les eurodéputés à Strasbourg. De fait l'UE a vaillamment bravé le covid, déployé une masse sans précédent d'investissements, réorganisé un approvisionnement en gaz largement monopolisé par Moscou. La consolidation n'est pas que de papier. Une autonomie de conviction à distance des grands blocs géographiques gagne les esprits. Pourtant en sous-sol, les mines s'accumulent. " On ne perçoit pas encore la rupture stratégique qu'a représentée en son temps la création de la Communauté européenne, commente Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman.

Le principe de dispersion l'emporte sur l'unité

Chaque avancée de l'UE s'accompagne cependant d'un soubassement critique avec les principaux partenaires et d'un potentiel de conflits à l'intérieur même de l'Union. L'intérêt commun européen est en butte aux intérêts de chaque État. Au point que le moteur franco-allemand n'a plus de carburant. Au point, c'est le plus grave, que l'espace économique européen décroche en PIB par habitant par rapport aux États-Unis.

Les événements récents illustrent cet étrange jeu de balancier où plus l'UE prend la lumière, plus les forces centrifuges sortent de l'ombre. La guerre en Ukraine place la défense européenne sous influence directe de Washington. L'affichage de normes régulatrices dans le numérique ne relève que de soins palliatifs. Les progrès foudroyants du secteur démontrent cruellement la désertion du terrain productif par les entreprises du continent. Malgré les sanctions économiques et les embargos, la Russie impériale de Poutine poussera sans cesse les feux de la déstabilisation du système bruxellois.

Un Robert Schuman du XXI^e siècle chercherait à construire un pack européen fier de son indépendance stratégique à l'égal du continent asiatique ou nord-américain. Emmanuel Macron ambitionnait d'être ce leader-là. Il en aura été empêché. Nul n'imagine non plus que les élections de juin prochain au Parlement de Strasbourg apportent une figure capable de tenir une feuille de route émancipatrice. C'est le " civilisationnel à géométrie variable et sans repères fiables qui commence à tenir la corde. Le principe de dispersion l'emporte sur l'unité autour d'une idée forte.

La fabrique du consensus sur 2% d'inflation s'enraye

L'état des lieux vu de Bruxelles montre l'incessante dialectique entre résilience revendiquée et absence d'ancrage ferme sur une ligne directrice. Actuellement, la lutte contre l'inflation a pour corollaire un ralentissement de la dynamique de croissance. Ce sera, selon les prévisions de la Commission pour l'UE, 0,8% cette année et 1,4% en 2024. L'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) atteindrait 6,5% en 2023 et 3,2% l'an prochain. La normalisation des étiquettes est en bonne voie moins rapidement que prévu. La Banque centrale européenne obtient là un satisfecit mitigé pour sa stratégie de resserrement de la politique monétaire.

Il y a attrition de l'activité alors que l'objectif d'une inflation sous-jacente à 2% (hors alimentaire et énergie) ne sera respecté qu'en 2025. C'est l'engagement de Francfort au nom de la zone euro ! Mais la fabrique du consensus sur ces 2% d'inflation s'enraye. Sous prétexte de transition énergétique, des voix dissidentes plaident pour le passage à une norme de 3% voire 4% d'inflation. Ce questionnement outrepassé le domaine de compétence de la Commission, contrainte de garder sous les pieds une bombe à retardement sans pouvoir intervenir. Il n'y a pas de pilote pour un arbitrage optimum du policy mix européen (association des politiques monétaire et budgétaire).

Orientations énergétiques disparates au sein de l'Union

L'exécutif européen semble, il est vrai, mieux armé pour faire bouger les lignes en situation de crise. Il en a apporté une preuve spectaculaire dans la guerre énergétique, qui aura été en réalité un formidable révélateur d'orientations disparates. L'hiver dernier, les Vingt-Sept ont connu quelques moments de panique sur les réserves de gaz disponibles. La Commission affirme avoir relevé le défi grâce au plan " REPowerEU. " Nous avons remplacé plus de 70 milliards de m³ de gaz russe acheminé par gazoduc au cours des huit premiers mois de la guerre, proclame Bruxelles. Au mois d'août dernier, les capacités de stockage étaient remplies à 90%.

Encore faut-il rappeler que la panique était surtout allemande, car son modèle reposait pour beaucoup sur du gaz russe bon marché servi par oléoducs. D'ailleurs, aucun embargo n'a été prononcé contre ce produit mais seulement sur le pétrole en provenance de Russie. Ce succès collectif européen jette un voile vite levé sur les luttes intra-européennes concernant la tarification du prix de l'électricité. En dépit de quelques aménagements sur les contrats, il continue d'être fixé au coût marginal de la dernière unité de production, en l'occurrence celui du gaz. Ça n'arrange pas du tout les Français qui dégagent des tarifs plus bas grâce à l'électricité produite par leurs centrales nucléaires.

À partir de ce simple constat, la tension monte autour des subventions européennes label vert à accorder ou pas au nucléaire civil. Le chancelier Olaf Scholz les récuse en parlant de " cheval mort alors qu'Emmanuel Macron a relancé cette " énergie d'avenir. Un des piliers stratégiques de la Commission s'en trouve directement ébranlé. C'est ainsi qu'une saine coordination devient impossible.

Une insuffisance manifeste en regard des États-Unis

Une autre " grande victoire de la Commission l'est beaucoup moins qu'en apparence. Il s'agit du plan de relance et d'investissement " NextGenerationEU estimé à 750milliards d'euros au prix de 2018 et à 807milliards en prix courants. Globalement, un total de 153,4milliards a déjà été décaissé dont 56,6milliards de préfinancements à destination des secteurs vert et numérique. La méthode novatrice vient d'une Commission émettrice d'obligations au nom de l'UE pour un montant de 120milliards d'euros en 2023. Cent milliards seront fléchés vers " NextGenerationEU et 18milliards soutiendront l'assistance à l'Ukraine.

La faille n'est pas dans cet effort d'interventionnisme coordonné mais dans une insuffisance manifeste en regard de l'efficacité actionnée par les États-Unis pour ses usines dans le cadre de l'IRA (Inflation Reduction Act). De plus, Washington a décidé de s'affranchir des règles de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) qui traque les subventions déloyales. Bruxelles a choisi de ne pas porter plainte. Ne fâchons pas Joe Biden.

La force des normes régulatrices

En réalité, l'UE est forte d'abord de ses régulations. Le Digital Services Act (DSA), en vigueur depuis le 25 août, oblige les Google et consorts à sévir davantage contre les contenus illicites sous peine de lourdes amendes. De son côté, le Digital Markets Act (DMA) est censé endiguer les pratiques anticoncurrentielles des 22 plateformes des cinq géants américains du numérique, et du chinois ByteDance, propriétaire de TikTok. De quoi favoriser l'émergence de start-up européennes si le monde numérique consent... à jouer le jeu. De même, l'UE s'apprête à installer le 1er octobre une taxe carbone aux frontières pour sept biens importés à forte intensité de CO2 dont l'acier. Tout cela reste sous l'emprise du bon vouloir des partenaires commerciaux. La croyance en un consommateur roi qui soulève des montagnes est toujours un mantra bruxellois. Une posture que la fragmentation du monde fragilise.

La faiblesse civilisationnelle

Le Pacte vert avec sa kyrielle de réglementations ainsi que le Pacte pour l'immigration témoignent d'une même dépendance. Le colosse bruxellois a montré une vraie faculté de résistance devant l'épreuve de la guerre à ses portes, mais ses pieds reposent toujours sur un sol friable. Sans leadership européen qui précède les leçons de régulation, tout est argile. Même en matière de défense, une communauté d'achats des matériels au sein de l'UE semble hors de portée !

Emmanuel Macron sait tout cela. Il milite pour un marché unique plus intégré et des investissements massifs. Dans la version 2024 du Ramses, titré 'Un monde à refaire', Thierry de Montbrial, président de l'Ifri (Institut français des relations internationales), plaide carrément pour " rebâtir l'UE sur des bases plus solides car " l'unité transatlantique face à la guerre d'Ukraine est un facteur qui dissimule temporairement une perte de repères autrement profonde, d'ordre civilisationnel. Oui, l'universalisme occidental est gravement menacé. Son territoire d'origine, l'Europe, doit parler davantage " civilisation et moins " normes.